



Mettre en relation les communautés : Accélérer l'action pour un monde durable

19 et 20 décembre 2017 – Bonn (Allemagne) globallandscapesforum.org

Partenaires de coordination







#### Partenaires de financement





Federal Ministry for Economic Cooperation and Development





Le Global Landscapes Forum (GLF) est entré dans une nouvelle phase en lançant en décembre 2017 sa nouvelle action quinquennale centrée sur la création d'un mouvement mondial visant à mettre en relation et à mobiliser un milliard de personnes en faveur de l'utilisation durable des terres.

La réunion inaugurale de ce nouveau visage du GLF a eu lieu les 19 et 20 décembre au World Conference Center de Bonn en Allemagne, où il sera en résidence au cours des cinq prochaines années pour animer ce mouvement. Avec le généreux appui financier du gouvernement allemand, par l'intermédiaire du ministère fédéral de l'Environnement, de la Conservation de la nature, de la Construction et de la Sûreté nucléaire (BMUB) et du ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ), le GLF organisera un congrès annuel à Bonn de 2017 à 2022 pour rendre compte des évolutions intervenues pour les communautés et les paysages du monde entier au cours de l'année.

Mis en place conjointement en 2013 par le Centre de recherche forestière internationale (CIFOR), UN Environment et la Banque mondiale lors de la Conférence climat de la CCNUCC, le GLF s'est rapidement imposé comme la plus importante réunion internationale sur les paysages durables. Depuis son démarrage, sept sommets internationaux ont été organisés sous son égide, à Varsovie, Londres, Paris, Lima, Marrakech, Jakarta et dernièrement Bonn.

Lors de ce récent sommet en Allemagne, ce sont plus de 1 000 personnes provenant de 104 pays qui ont réfléchi ensemble aux problèmes les plus pressants qui pèsent sur les paysages afin de proposer des solutions : chefs d'État et de gouvernement du monde entier, militants de la cause environnementale, célébrités, jeunes, décideurs, autochtones, chercheurs, scientifiques et médias pour n'en citer que quelques-uns. Le Forum a été suivi en ligne sur les deux journées par 70 000 personnes dans 114 pays et 42 millions d'internautes ont pris part aux échanges sur les médias sociaux.

Le GLF de Bonn s'est déroulé sous la houlette d'acteurs internationaux issus d'un vaste éventail de secteurs d'activité, avec quatre séances plénières, 18 forums de discussion riches en informations, 30 exposés sur les paysages menés tambour battant (sur le modèle des conférences TED), cinq pavillons thématiques (regroupant des stands d'exposants), quatre Tremplins (conférences de presse), une remise de prix et divers événements en parallèle, ainsi que d'autres destinés au réseautage. Plus de 80 organisations ont participé au GLF en apportant leur contribution à un programme varié structuré autour des cinq grands thèmes du Forum : Restauration, Financement, Droits, Alimentation et moyens de subsistance, Mesure du progrès.

Le GLF est alimenté par de grands partenariats internationaux au service de la recherche. Parmi ceux- ci se trouve le programme de recherche du CGIAR sur les forêts, les arbres et l'agroforesterie (FTA) qui est le plus important partenariat mondial de recherche pour le développement consacré au rôle des forêts, des arbres et de l'agroforesterie dans la lutte contre le changement climatique, l'amélioration de la sécurité alimentaire et l'instauration de paysages durables.

Le programme FTA permet d'apporter des références scientifiques, des connaissances et des données utiles qui alimentent les débats entre les divers acteurs du GLF, lesquels peuvent ainsi s'informer des dernières avancées de la science et réfléchir à leur prise en compte dans les différents cadres institutionnels et orientations politiques en vue de susciter une transformation tangible sur le terrain.

#### **Principaux Résultats**

1,UZ6 participants

>104

pays

organisations impliquées dans la préparation du Forum à Bonn

86%

des participants interrogés ont trouvé l'événement intéressant ou excellent, car il leur a permis de s'informer et de mettre en commun leurs connaissances sur les paysages **52**%

des personnes interrogées ont indiqué que leur participation à l'événement les a incitées, ou va les inciter, à agir pour les paysages

### >42 Million

millions de personnes potentiellement touchées grâce à **Twitter** 

>70,000 participant

en ligne grâce à **Livestream** (YouTube et Facebook Live)

# SÉANCE PLÉNIÈRE D'OUVERTURE

All Nous sommes face à des défis complexes et, si nous essayons de les résoudre en prenant les secteurs séparément, les forêts d'une part, puis l'agriculture d'autre part, et ensuite les villes, nous n'y arriverons pas. Notre seul espoir est d'avoir une vue d'ensemble de la situation, c'est-à-dire d'adopter l'approche paysagère.



**Robert Nasi**Directeur général du Centre de recherche forestière internationale (CIFOR)

C'est par ces mots que Robert Nasi, Directeur général du CIFOR, donnait le ton du Forum. Les invités distingués qui ont pris part ensuite aux séances plénières ont relevé le défi en présentant de nombreuses opportunités et synergies en matière de protection et de mise en valeur des paysages durables.

La Présidente de la République de Maurice, Son Excellence Ameenah Gurib Fakin, a souligné qu'il est urgent d'instaurer des paysages durables, en remarquant que l'existence même de l'humanité est intimement liée à l'environnement. Bien consciente de l'érosion permanente de la biodiversité, de la croissance de l'empreinte anthropique et de l'imprévisibilité du climat, elle a constaté que la gestion des paysages durables représente une belle opportunité, si sont prises en compte les interdépendances complexes de l'environnement, de l'aspect culturel et de l'économie dans les paysages.

Les solutions s'appuient sur des connaissances et les connaissances commencent par des données fiables. Par conséquent, la recherche ne doit pas être considérée comme une dépense, mais comme un investissement dans notre avenir commun.



**S. E. Ameenah Gurib Fakin** Présidente de la République de Maurice

Barbara Hendricks, ministre allemande de l'Environnement, de la Conservation de la nature, de la Construction et de la Sûreté nucléaire (BMUB), était du même avis. Pour faire face aux défis actuels, elle a plaidé en faveur des actions suivantes : faire du secteur de l'utilisation des terres le point de convergence des efforts internationaux, s'entendre sur des mesures efficaces et être prêt à accepter des arbitrages et des compromis.

Stefan Schmitz du ministère allemand de la Coopération économique et du Développement est même allé plus loin en affirmant que « le futur de l'humanité se décidera en tout premier lieu dans les zones rurales ». B. Hendricks comme S. Schmitz s'accordaient pour dire qu'une plate-forme d'échange serait fondamentale pour progresser, en soulignant que le GLF jouerait un rôle décisif en facilitant le dialogue et en créant un pool d'expertise nécessaire, ce qui est urgent.

Il nous faut mettre les données reposant sur des observations factuelles dans les mains des ministres des Finances afin qu'ils connaissent le coût de la dégradation environnementale. Nous devons prouver qu'il est possible de restaurer les terres et que cela peut se faire pour un coût raisonnable



**Karin Kemper**Directrice principale du pôle mondial d'expertise en Environnement et ressources naturelles de la Banque mondiale

Erik Solheim, Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement, a revisité le thème du dialogue intersectoriel, en demandant instamment aux spécialistes de l'environnement d'élargir leur perspective. Pour que les paysages durables soient viables, il propose de lier leur gestion à la création d'emplois. Il a signalé qu'il est nécessaire de mobiliser une palette variée de parties intéressées, notamment les communautés locales, le secteur privé et les groupes religieux, c'est-à-dire des entités qui ont déjà démontré leur capacité à rassembler autour du changement.

Il n'y a rien de mal à tirer profit de la mise en valeur des paysages durables, ce qui est mal, c'est de profiter de l'épuisement actuel des ressources de la planète.



**Erik Solheim**Directeur exécutif de UN Environment

Tout en soulignant l'urgence de la situation, Karin Kemper, Directrice principale du pôle mondial d'expertise en Environnement et ressources naturelles de la Banque mondiale, a insisté sur la nécessité d'admettre que des avantages économiques significatifs peuvent résulter de l'arrêt des activités responsables de la déforestation et de la dégradation forestière. Et ce, d'autant plus que la demande de produits dérivés du bois devrait quadrupler d'ici 2040. Par ailleurs, des recherches récentes montrent que la présence d'arbres dans un paysage augmente beaucoup le rendement des cultures et la sécurité alimentaire, en atténuant aussi le risque de catastrophe. Dans ce contexte, K. Kemper a encouragé la promotion de trois domaines clés pour accélérer et intensifier l'action en faveur des paysages : l'information, l'innovation et les incitations.



## PRINCIPAUX MESSAGES

Malgré la grande diversité des acteurs et des thèmes présentés au GLF, il y avait des points communs frappants entre toutes les séances et les événements en parallèle. S'ils ne représentent toutefois pas un consensus à l'échelle de l'ensemble des acteurs du Forum, les messages ci-dessous, classés en fonction des catégories de thèmes du GLF, ont été récurrents et résument plusieurs grands enjeux et opportunités sur le chemin vers des paysages plus durables.

### Restauration

Comme on pouvait s'y attendre étant donné les engagements pris récemment par la communauté internationale, la restauration figurait en bonne place sur le programme du GLF de 2017. Sur les 18 forums de discussion, 13 ont proposé la restauration comme thématique pertinente. Sujets abordés: Quels sont les écosystèmes prioritaires et à quelle échelle? Quelles stratégies faut-il adopter? Comment renforcer les capacités pour entreprendre la restauration? Nous présentons cidessous les conditions préalables, difficultés et opportunités pour la restauration des paysages forestiers (RPF), qui se sont dégagés des divers forums de discussion du GLF.

#### Conditions préalables

Bon nombre des conditions préalables évoquées soulignent la nécessité de connaître les contextes écologiques, socioculturels et institutionnels dans lesquels une intervention doit démarrer et aussi de mieux impliquer les divers acteurs. Les participants ont indiqué qu'il est indispensable que toutes les parties concernées connaissent le processus de la RPF au minimum dans les grandes lignes et dès le départ et que, pour un développement vraiment durable, il faut s'assurer de l'adhésion des communautés locales. Cette adhésion se fera probablement si la RPF est un processus économiquement viable et équitable, et si l'on sollicite les groupes marginalisés comme les femmes et les jeunes afin qu'ils puissent éclairer l'intervention et non pas seulement en subir les conséquences.

La restauration des écosystèmes et des services écosystémiques s'accompagnera d'avantages économiques et sociaux aux niveaux local et national.



**Lina Pohl**Ministre de l'Environnement
du Salvador

Les activités de la RPF devraient par conséquent être co-conçues de façon holistique avec une médiation permanente, afin que la diversité des acteurs et leurs rôles précis, leurs connaissances et leurs motivations, soient bien compris et mis à profit. L'élaboration conjointe du processus peut permettre de préciser les rôles de l'État et du secteur privé et de cerner l'accessibilité des marchés, deux facteurs qui sont considérés fondamentaux pour le progrès. Enfin, il a été évoqué que, si les problèmes relatifs aux droits, au régime foncier et à la gouvernance étaient exprimés plus ouvertement avant la mise en œuvre, alors la corruption, la méfiance et les effets de fuite pourraient être évités par la suite.

#### Difficultés

En matière de RPF, les principaux problèmes repérés se rapportent à la spécificité des différents contextes et à la diversité des acteurs. De nombreuses séances ont été consacrées aux modalités de définition de la participation et de la réussite dès lors que les points de départ et les façons de voir les situations sont si différents. La réussite dans un paysage donné résulte de divers facteurs qui sont, pour la plupart, hors du contrôle du porteur de projet ou du maître d'ouvrage. Les impacts évoluent aussi au fil du calendrier, certaines conséquences à long terme étant invisibles au



démarrage. Dans ce contexte, il est compliqué d'imaginer des stratégies qui tiennent compte des impacts éventuels des activités sur la dynamique du pouvoir au niveau local et qui permettent de savoir si les activités sont à l'origine de pertes à court terme.

Lorsqu'on prend une décision relative à l'aménagement du territoire pour changer l'écosystème, on influence aussi les relations de pouvoir au sein de la société; il est par conséquent important de connaître les co-bénéfices de toute action entreprise ou bien les compromis correspondants à consentir.



**Houria Djoudi**Scientifique principale, Centre de recherche forestière internationale (CIFOR)

Ces problèmes se corsent encore plus en raison d'une absence relative de données et d'exemples de réussites s'agissant de processus de RPF (particulièrement sur le littoral), sans lesquels il est difficile de proposer des solutions viables. Même en s'appuyant sur des données fiables, les interventions qui s'avèrent efficaces à une échelle ne le seront pas forcément à une échelle différente. Tous les paysages sont uniques, complexes et dynamiques par nature, ce qui présente des problèmes non négligeables si l'on change d'échelle. Il a été réaffirmé qu'il faut tenir compte de l'objectif double de la RPF, la restauration de l'intégrité d'un écosystème et une meilleure qualité de vie pour les hommes et les femmes, à toutes les étapes du processus afin que les moyens de subsistance et la sécurité de la population locale soient pris en considération lors de la restauration.

Un problème particulier identifié était de trouver le moyen de mieux mettre en relation et de mieux mobiliser les communautés locales, les porteurs de projet et les marchés. Renforcer la capacité des communautés locales à produire plus ne suffit pas si elles ne peuvent accéder à un marché pour vendre leurs produits. Les porteurs de projet doivent aussi être sensibles aux besoins et aux demandes des entreprises, en reconnaissant que le secteur privé est un partenaire précieux dans le processus. Lors d'une séance, il a été remarqué que, comme les conséquences de la

destruction des tourbières ont été connues il y a seulement 10 ans, il a été contre-productif de punir les entreprises d'avoir dégradé l'environnement sans le savoir. Au lieu de cela, nous devrions activement les inciter à mettre en place des actions de restauration.

Enfin, les enjeux liés au processus plus équitable visé ont été régulièrement évoqués tout au long du GLF, particulièrement dans le contexte compliqué du droit foncier et de l'accès à la terre, ainsi que de la question des modalités du financement des initiatives pilotes de la RPF et de la montée en puissance de ces initiatives ensuite. Ces enjeux sont abordés ci-dessous.

### **Opportunités**

L'adhésion politique et une plus grande mobilisation des jeunes et des minorités ont été avancées comme occasions à saisir. Une volonté politique forte en faveur de la RPF a déjà été démontrée grâce aux nombreuses promesses faites lors du Défi de Bonn ; ceci doit maintenant se traduire en actes.

Pour passer d'une prise de position à une mise en pratique, il faudra amplifier la participation des principales catégories de population. Les pistes méritant d'être explorées sont la mobilisation des jeunes pour impulser une dynamique via les médias sur internet et les projets d'action locale, la participation des femmes aux filières des produits de base et les incitations à s'impliquer par une politique de prix marginal et des virements directs en espèces. Les deux exemples cités provenaient du Kenya, où les participants étaient récompensés pour leur implication grâce à des virements directs de crédits de téléphonie mobile, et de Bolivie, où des produits agricoles cultivés par des femmes étaient vendus plus cher.

Stratégiquement, le meilleur outil de marketing pour les jeunes est « l'échelle », nous devons agir sur une plus grande échelle, et les jeunes peuvent le faire bien mieux que la plupart des gens.



Un sujet qui a particulièrement intéressé les participants du GLF était le moyen par lequel la participation est la plus efficace. Les débats des groupes de réflexion sont précieux pour repérer les stratégies qui sont bien perçues et pour dégager des perspectives ventilées par sexe. De même, les coopératives sont perçues comme étant utiles pour développer l'autonomisation collective de certains ensembles d'acteurs. Par exemple, les coopératives d'agriculteurs peuvent donner aux petits exploitants un avantage concurrentiel dans les processus décisionnels et leur permettre d'intéresser collectivement les investisseurs. Enfin, les forums de dialogue entre parties prenantes qui se réunissent périodiquement peuvent s'avérer utiles en leur permettant de comprendre leurs divergences d'objectif et les modalités de leur évolution au fil du temps. Par exemple, à Jambi en Indonésie, un forum réunit régulièrement les multiples parties prenantes d'un paysage, en facilitant le dialogue ouvert sur des questions telles que le développement de la culture du palmier à huile, la lutte contre les incendies et la restauration des tourbières.

#### **Financement**

Bien que seulement deux des forums de discussion du GLF aient été exclusivement consacrés au financement, la question de savoir comment financer les paysages durables a été récurrente tout au long de cette manifestation. Malgré le consensus autour du fait que nous allons dans la bonne direction, il reste un hiatus à résoudre, en faisant le lien entre les investisseurs et les projets viables. Plus précisément, les participants étaient préoccupés par le fait que, même lors des rares occasions de conversation entre des investisseurs et des porteurs de projet, ils ne parlent pas le même langage.

Nous devons communiquer avec les entrepreneurs et les spécialistes de la finance, nous devons les convaincre et parler leur langue, plutôt qu'ils apprennent à parler notre langue, parce que cela ne va pas marcher.



Pour combler cette lacune, il a été proposé que le GLF fournisse un espace et joue le rôle de facilitateur en rassemblant investisseurs, chercheurs et porteurs de projet. Comme le Forum anime déjà l'Investment Case Symposium et d'autres événements en parallèle sur les investissements, une exploration complémentaire permettrait de savoir comment les participants à ces événements pourraient communiquer avec ceux de l'événement annuel du GLF. Cependant, ceci peut ne pas suffire pour lever les « obstacles de langage » qui prévalent dans les différents secteurs. Certains intervenants ont recommandé de rechercher et de former des négociateurs capables d'exploiter les financements, de créer des opportunités d'investissement, de comprendre les risques gérables, de repérer le moment où un projet est prêt pour les investisseurs et de trouver des partenaires appropriés pour les mettre en relation.

Il a par ailleurs été proposé que la communauté des spécialistes de l'environnement, dont celle des scientifiques en particulier, fasse preuve de davantage d'esprit d'entreprise dans sa démarche. Il est nécessaire d'envisager le paysage sous un angle plus large, qui corresponde mieux à une approche tenant compte de la « totalité du paysage », c'està-dire qui intègre véritablement le secteur économique. Les représentants du secteur privé ont exprimé leur frustration face à l'extrême importance accordée à la production, à l'approvisionnement et à la durabilité et face au manque d'intérêt pour les marchés et l'analyse de rentabilité de la gestion des paysages durables. Ce déséquilibre est vu comme préjudiciable au progrès, non seulement parce que cela n'attire pas les investisseurs, mais aussi parce que la situation économique des communautés locales et des petits exploitants agricoles n'est pas prise en compte.



**L** C'est sur les marchés que vos produits se vendent; vos liquidités et votre flux de trésorerie proviennent de là. Si la fiabilité est insuffisante, si vous n'avez pas assez de volume ni assez de liquidités, il n'y a pas de dossier économique.



**Ben Valk** Rabobank

Les autres problèmes évoqués à propos des investissements étaient l'absence actuelle de données et un décalage des calendriers. Il a été remarqué que le défaut de portefeuille de projets éligibles à l'investissement et d'analyses de rentabilité encourageantes bloquerait probablement l'investissement privé. De leur côté, les investisseurs préfèrent la sécurité des investissements souples où ils ont la possibilité de suivre les progrès et de retirer leur fonds, ou de les adapter, le cas échéant. La mise en place d'un portefeuille de projets, la réalisation de plans d'activités viables, la mise à disposition gratuite de données facilement accessibles et l'élaboration de stratégies d'atténuation du risque de l'investissement étaient vues comme des conditions cruciales si l'on veut attirer les investissements privés. Il a été mis en avant que nous vivions actuellement un âge d'or s'agissant de la disponibilité de données de haute résolution et pratiquement en temps réel, ce qui permet rapidité et transparence, deux éléments auxquels pourraient être sensibles les investisseurs.

Pendant le GLF de Bonn, comme lors des manifestations précédentes, les débats ont été intenses sur le sujet du financement à long terme (10 à 20 ans) des paysages durables, ce qui est un véritable enjeu étant donné que le secteur de la finance est en général intéressé par des rendements à court terme et des objectifs de reporting trimestriel. Les instruments financiers mixtes et innovants ont été fréquemment cités comme méritant d'être explorés.



**66** Tous les investisseurs pensent la même chose, ils ne veulent pas perdre d'argent, ils veulent rentrer dans leurs fonds.



Sylvia Wiskiwski Finance in Motion

Les initiatives qui associent un financement public à l'investissement privé peuvent permettre d'atténuer les risques, particulièrement lors des phases d'élaboration du projet et du pilote. Au fur et à mesure qu'un projet mûrit et que le retour sur investissement devient quantifiable, elles peuvent attirer des investissements supplémentaires en catalysant le financement public-privé, le financement participatif et en tirant parti de la finance privée. Deux exemples de ces partenariats ont été cités : le Mécanisme de financement du capital naturel (NCFF), qui panache des financements de la Banque européenne d'investissement

avec ceux de la Commission européenne et avec des investissements à impact social (à plusieurs paliers) proposés par Finance in Motion d'une part et l'aide apportée par le ministère britannique du Développement international (DFID) au projet du Centre mondial d'agroforesterie intitulé "Financement des entreprises durables de foresterie communautaire au Cameroun" d'autre part. Autre exemple cité également, le partenariat entre le Centre mondial d'agroforesterie (ICRAF) et ADM Capital en Indonésie qui a débouché sur la naissance de Tropical Landscapes Financing Facility. UN Environment et BNP Paribas se sont ensuite ralliés à l'aventure, avec en ligne de mire un capital de 10 milliards USD d'ici 2025.

#### **Droits**

Le GLF a encore une fois été salué comme forum mettant en exergue la question des droits, et procurant une plateforme précieuse permettant aux communautés rurales et aux populations autochtones de se regrouper avec d'autres organisations et parties intéressées pour avoir plus de poids. Venues en nombre, les populations autochtones étaient relativement bien représentées lors de cet événement, mais il a été dit que ce n'est que le début. Une mobilisation plus forte est nécessaire à l'avenir et les modalités de cette mobilisation doivent être dûment réfléchies. Il a été réaffirmé que les populations autochtones ne sont pas impuissantes, sans connaissances ni sans moyens, mais qu'elles doivent être mieux intégrées aux processus décisionnels.

Les droits sont inhérents aux populations, ils sont soit respectés, soit bafoués. Les populations autochtones doivent être reconnues comme des partenaires qui détiennent des solutions. Nous devons être assis autour de la table et si nous n'y sommes pas, nous sommes au menu.



**Roberto Barreo** International Indian Treaty Council (Conseil International des traités indiens)

Le programme du GLF a accordé une large place aux questions relatives au droit à la terre et à la délivrance de titres de propriété. Des événements récents nous incitent à quelque optimisme, car des droits à la terre ont été concédés par certains États à des communautés locales et à des populations autochtones. Pourtant, l'un des principaux problèmes relevés était la recherche d'une approche tenant davantage compte des droits dans les interventions traditionnellement descendantes comme la REDD et la RPF. Une telle approche permettrait aux parties prenantes au niveau local de participer, de négocier et d'influer sur les décisions concernant les terres. Cependant, ceci présente des défis qui se manifestent à diverses échelles, car les gouvernements et les autorités locales doivent négocier afin d'harmoniser les questions locales de délivrance de titres de propriété avec les questions d'aménagement du territoire au niveau national et régional. Un certain nombre de personnes ont suggéré, pour commencer, que ces dilemmes soient traités en tandem si possible. Quand ce n'est pas possible, garantir le droit à la terre pour les populations locales devrait être considéré comme prioritaire dans les interventions comme la REDD ou la RPF ou d'autres programmes similaires.

Nous nous réjouissons de nous impliquer davantage parce que nous détenons aussi des connaissances qui peuvent enrichir le GLF. La collaboration est nécessaire afin que nous puissions avancer vers les objectifs que nous partageons dans l'intérêt des paysages durables.



Joan Carling
Co-responsable de l'Indigenous
Peoples Major Group for Sustainable
Development (IPMG)

S'il y a eu des progrès çà et là, il a été signalé que l'Afrique est à la traîne par rapport à l'Amérique latine, avec seulement 10 % des terres du monde rural enregistrées et 10 % des terres autochtones reconnues par la loi. Si l'on a déploré que le progrès ne soit pas assez rapide, il est peut-être plus inquiétant que ces droits soient rarement respectés, même là où les avancées sur le régime foncier et les droits s'accélèrent grâce à de nouvelles lois et des cadres réglementaires. Les violations du droit à la terre sont le résultat d'une intensification sans précédent de la pression sur les terres et la défense du sol n'a jamais été aussi dangereuse face à une spoliation de plus en plus agressive (principalement à cause des industries extractives), plus de 200 personnes ayant perdu la vie en 2016 alors qu'elles tentaient de défendre leur lopin.

L'absence de titres de propriété officiels et d'une garantie d'accès à la terre n'est pas simplement un frein aux pratiques de gestion durable des terres. Elle est aussi liée à d'autres problèmes comme l'impossibilité d'hériter, d'accéder au crédit, à des services juridiques, à des formations, et de bénéficier d'investissements extérieurs.



**Si** la question des titres de propriété n'est pas résolue, les investisseurs n'osent pas investir dans la zone concernée.



Liva Ramiandrarivo Ministre de l'Environnement et des Forêts de Madagascar

Lors de la réflexion sur des stratégies possibles pour sortir de cette situation, il a été proposé que les droits des populations sur le terrain soient mis au cœur des programmes sur le climat, la restauration et le développement durable. Un dialogue plus ouvert doit être encouragé, avec une implication active de toute la palette des acteurs concernés. Du point de vue de la recherche, certains pensent qu'une analyse plus qualitative et interprétative est nécessaire pour permettre une compréhension plus approfondie du comportement. En plus des médias traditionnels, l'internet et les téléphones mobiles devraient être utilisés de plus en plus pour faire participer les habitants des zones rurales et regrouper les systèmes de connaissances traditionnels

et modernes afin de coproduire des démarches durables de gestion des paysages. Cependant, il a été souligné qu'il ne faut pas négliger l'importance du contexte. D'autre part, il faut être conscient que les besoins et les priorités des populations autochtones ne sont pas homogènes. C'est sur cette toile de fond que la signature d'un protocole d'accord entre l'Indigenous Peoples Major Group for Sustainable Development (IPMG) et le CIFOR lors de la clôture du GLF de Bonn le 21 décembre 2017 a marqué une étape importante qui a confirmé le rôle de cette association comme partenaire de poids du GLF et représentante des populations autochtones au cours des quatre prochaines années.

## Alimentation et moyens de subsistance

Les projections établies à partir de la croissance démographique mondiale et de l'augmentation de la demande de produits alimentaires indiquent qu'il faudrait doubler la production alimentaire d'ici le milieu du siècle. Ce colossal problème est aggravé par un climat de plus en plus instable et par une dégradation des terres sur de vastes superficies, ce qui rend de nombreuses régions impropres à la culture. Cependant, le débat reste ouvert pour trouver la solution à ce problème de façon à accroître suffisamment la production sans compromettre les ressources naturelles.

Une stratégie qui rallie de nombreux partisans est celle de l'intensification agricole durable, c'est-à-dire l'intensification de la production agricole sur une parcelle donnée de manière à accroître les rendements sans nécessairement augmenter les surfaces cultivées, ce qui épargnerait les forêts et les autres écosystèmes non agricoles.

Cependant, Adrian Martin de l'Université d'East Anglia et d'autres personnes ont observé qu'il faut se garder d'accorder une importance démesurée aux vertus de l'intensification durable ou de sa promotion comme modèle permettant d'assurer la sécurité alimentaire sur la planète, avant de pouvoir disposer d'un ensemble de données plus fiables. Après avoir récemment étudié des projets d'intensification durable, A. Martin n'en a trouvé que 10 sur 61 qui ont livré de bons résultats pour l'environnement comme pour la qualité de vie des hommes et des femmes. Certains se sont inquiétés des indicateurs employés pour déterminer la réussite et du fait que l'intensification durable requiert un investissement au

démarrage, ce qui pourrait exclure les populations pauvres. Il est donc important de mettre en place localement des points d'entrée appropriés pour les interventions.

Ce que nous savons, c'est qu'il est fondamentalement nécessaire d'associer la conservation et la restauration forestières avec la production alimentaire. Dans de nombreux pays en développement, des populations vivent en lisière de forêt et continuent à dépendre des produits forestiers pour satisfaire leurs besoins quotidiens, que ce soit pour se nourrir ou pour se chauffer. Il y a donc une étroite corrélation entre les forêts, la sécurité alimentaire et la nutrition, puisque le milieu forestier fournit directement des produits qui sont consommés et indirectement des services écosystémiques. Il a été suggéré d'explorer ces relations de façon plus approfondie. Il sera aussi utile d'acquérir davantage de connaissances sur les conséquences des transitions agraires (lorsque les communautés passent de l'agriculture vivrière et de la dépendance par rapport à la forêt à la monoculture, loin des massifs forestiers, mais plus près des marchés) sur l'environnement, l'alimentation et l'apport nutritionnel des populations et les stratégies relatives aux moyens de subsistance.



**66** Sur le plan local, les forêts sont importantes pour vivre. Les gens de ma communauté ont toujours vécu grâce aux forêts. J'ai été motivée pour agir afin que cette activité soit officielle, et que la pérennité de la forêt soit garantie pour les générations futures. Le défi était d'inscrire dans la léaislation foncière la capacité des communautés locales à gérer les forêts.



## Maria Margarida Ribeiro

Militante brésilienne pour la foresterie et lauréate 2017 du prix Wangari Maathai

Il semble qu'il y ait une prise de conscience plus grande de la nécessité d'une approche qui tienne compte du contexte. Dans l'optique du développement durable, l'association de la protection des écosystèmes et de la production agricole soulève un lot de problèmes complexes. Un certain nombre de stratégies, actuelles comme traditionnelles, ont été formulées et sont dignes d'intérêt. Il est par conséquent crucial que les interventions soient appropriées au contexte précis, ou adaptées à celui-ci. Cependant, bon nombre de personnes ont considéré qu'une meilleure harmonisation des politiques publiques destinées à régler ces problèmes était nécessaire dans tous les contextes. On constate qu'il existe encore dans certains pays des politiques qui génèrent des conflits entre les missions du ministère de l'Agriculture et celui de l'Environnement, ceci exacerbant les difficultés s'agissant de concilier la guestion des forêts et celle de la production alimentaire.

Concernant les domaines où le progrès est possible, il a été remarqué que, malgré un récent examen approfondi pour rechercher d'éventuels impacts néfastes, les pratiques agricoles traditionnelles nécessitent davantage d'attention. Les preuves abondent pour montrer que les communautés locales peuvent gérer leurs ressources d'une manière durable; entre 80 et 100 millions de personnes pratiquent la rotation des cultures, méthode qui réussit depuis longtemps à garantir la sécurité alimentaire sur le plan local et à renforcer la résilience du paysage. Il est par conséquent nécessaire de s'intéresser à l'évaluation de la culture itinérante traditionnelle, et de réfléchir à la prise en compte éventuelle de ces pratiques ancestrales comme composante de l'approche paysagère.

Parmi les autres secteurs repérés comme offrant des possibilités, citons les programmes de certification des paysages (modèles de production qui associent la qualité des produits alimentaires à la qualité du paysage), une plus grande intégration des petits producteurs dans la gouvernance des filières et l'incitation du secteur privé à concilier d'une manière générale l'exploitation forestière, la sécurité alimentaire et la nutrition. À ce propos, les récentes initiatives de la Banque mondiale ont été mises en avant comme exemples, avec notamment l'implication du secteur privé dans la production de café en Éthiopie, du cacao au Ghana et dans la gestion des mosaïques paysagères au Salvador. Enfin, l'intérêt de l'utilisation des scénarios sur le climat comme base pour la prise de décisions a été bien admis. Un grand nombre des pays les plus vulnérables aux

conséquences du changement climatique étant toujours très dépendants des forêts pour se nourrir et se chauffer, il est nécessaire de disposer de plus d'informations sur l'aspect social afin que des décisions éclairées puissent être prises en pesant les risques et les fragilités induits par la transformation du climat.

### Mesurer le progrès

Tout au long du GLF, les participants ont apporté massivement leur soutien au suivi transparent des objectifs du développement durable et du climat. Le développement de systèmes de suivi efficaces doit déboucher sur de multiples avantages, et notamment sur l'élargissement de la participation et une mobilisation accrue des acteurs. L'optimisation de l'aménagement du territoire dépend de la mise à disposition de données fiables à ceux qui peuvent influer sur le changement. À l'échelle locale, le fait d'être responsable du suivi et de pouvoir accéder à des données peut conduire à une plus grande responsabilisation et à une adhésion plus forte. En effet, l'importance de l'accès aux connaissances et à des données sérieuses a été bien illustrée lors de l'un des forums de discussion, notamment l'influence que cela peut avoir sur les façons de voir et les comportements. Au début d'une séance consacrée au « recyclage de l'eau de pluie », les participants ont été interrogés pour savoir si la pluie était liée à la couverture forestière et si ce lien devrait être pris en compte dans l'élaboration des politiques. 50 % des personnes présentes ont répondu affirmativement à chacune de ces questions. Cependant, avant la fin de cette séance qui les a armés des dernières connaissances, les réponses positives à ces mêmes questions ont atteint 100 % et 90 % respectivement.

Des systèmes de suivi transparents peuvent permettre de déterminer comment les changements de politiques ministérielles impactent les décisions relatives à l'aménagement du territoire à l'échelle du paysage. Pippa Howard de Fauna and Flora International (FFI) a rappelé qu'en Zambie un changement de politique énergétique a provoqué une hausse du prix de l'énergie, qui, par effet domino, a incité les populations locales à réutiliser le charbon de bois comme combustible, ce qui s'est traduit par un pic de déforestation. En s'employant à résoudre les déficits de données et les incohérences dans le suivi de l'utilisation des terres, les répercussions de telles décisions pourront être plus vite décelées, ce qui permettra de réagir plus rapidement. L'instauration d'incitations et d'un consensus entre les États, et au sein de chaque gouvernement,

pour coordonner les actions entre les divers niveaux et les divers secteurs sont des conditions considérées essentielles pour progresser à l'avenir. Les participants étaient unanimes pour dire qu'il ne suffit plus de se reposer sur les rapports des acteurs d'un secteur et sur le suivi qu'ils assurent eux-mêmes et qu'une collaboration multisectorielle pour surveiller de très près la dynamique d'un paysage peut apporter de la précision en gestion des paysages durables. Le recours à des tiers qui peuvent servir d'autorité de surveillance des procédures de suivi a aussi été encouragé.

Certains progrès technologiques récents rendent possible le suivi de certains processus paysagers pratiquement en temps réel. Des exemples concrets d'outils d'évaluation et de cartographie, accessibles et potentiellement puissants, ont été présentés au GLF de Bonn, dont MapHubs et SPOT (Sustainable Policy Transparency Toolkit [Boîte à outils de la transparence des politiques durables] de la Zoological Society of London). Cependant, la dynamique des paysages continue à poser des problèmes épineux, particulièrement dans un monde où tout est de plus en plus lié, où les effets de fuite ou la propagation peuvent se manifester dans des lieux lointains. Les objectifs de développement durable (ODD) ont été formulés pour guider un agenda international du développement plus inclusif, un grand nombre de ces objectifs étant transfrontaliers par nature.



**Les faiblesses résident dans les** modèles de gouvernance et les cadres juridiques. L'appel en faveur de la transparence, de la confiance et de stratégies de mise en œuvre claires est fondamental, mais cela exige une collaboration interministérielle et intersectorielle, car ce n'est que par des prises de décisions conjointes que les forêts obtiendront légitimement le statut qu'elles méritent comme agents de régulation du cycle de l'eau et du climat.



Cependant, pour le moment, on ne sait trop par quel moyen inciter les États à concevoir des politiques sur l'utilisation des terres ou à mettre en œuvre des systèmes de suivi qui bénéficieront aux pays voisins (ou lointains). En effet, l'absence de coordination entre plusieurs échelons de gouvernance, conjuguée à des frictions entre des ministères dont les missions sont incompatibles, a été évoquée comme un obstacle de poids à la mise en place de systèmes de suivi transparent.

Les contradictions entre les ODD engendrent d'autres problèmes concernant le suivi ; il est bien connu que l'agriculture est l'une des premières causes de déforestation et malgré cela, les ODD encouragent à la fois une productivité agricole accrue (et un accroissement des superficies cultivées) et l'arrêt de la déforestation d'ici 2020. Cela met en exergue la nécessité d'un suivi qui porte sur les moteurs de la déforestation et de la dégradation forestière. Nous devons dégager des enseignements des expériences du passé pour les mettre à profit ; par exemple, les systèmes de suivi de la CCNUCC étant assez bien développés, il est possible de s'en inspirer pour imaginer les mécanismes des ODD.



**Le** GLF s'inscrit parfaitement dans la ville de Bonn qui accueille déjà des organes de l'ONU. Le GLF et Bonn ont sans conteste un point en commun, celui de vouloir attirer l'attention de toute la planète sur les politiques internationales liées au développement, au climat et à l'environnement. Je ne doute pas que cela conduira vers de précieuses synergies des deux côtés.

Les enjeux relatifs au suivi transparent sont la standardisation des données, l'interprétation de ces données et les moyens techniques, en particulier si le suivi effectué concerne des échelles spatiales immenses et des paysages dynamiques, comme c'est souvent le cas. Lors d'un forum de discussion du GLF, un appel explicite a été lancé pour la création d'une plate-forme mondiale et exhaustive consacrée à la cartographie des tourbières, en précisant que des difficultés nous attendent puisque le bassin du Congo évolue tous les 12 jours et qu'une transformation d'une telle rapidité est extrêmement compliquée à surveiller. Le poids financier de ces systèmes de suivi exhaustifs de l'utilisation des terres n'est pas négligeable non plus, particulièrement lors de la phase de démarrage, au moment où l'investissement nécessaire doit aussi couvrir parfois le coût du renforcement des capacités pour assurer le suivi. Ces coûts sont cependant susceptibles de diminuer au fil du temps, d'où la nécessité d'avoir une vision à long terme qui tienne compte des multiples co-bénéfices découlant de la mise en œuvre de ces systèmes.



**S** Notre but est de réaliser des paysages durables pour les populations et la planète.



**Stefan Schmitz** Ministre allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ)



**Barbara Hendricks** Ministre allemande de l'Environnement, de la Conservation de la nature, de la Construction et de la Sûreté nucléaire (BMUB)

### REGARD VERS L'AVENIR

Le GLF de Bonn 2017 s'est terminé par une séance de clôture lors de laquelle ont été évoqués l'historique du Forum, son rôle à l'avenir et les actions indispensables si l'on veut avancer sur le chemin des paysages durables.

Elsa Nickel, du ministère allemand de l'Environnement, de la Conservation de la nature, de la Construction et de la Sûreté nucléaire (BMUB), a affirmé que le GLF a un rôle déterminant à jouer en éclairant les négociations internationales (comme celles qui se tiennent régulièrement pour les trois conventions de Rio), en leur soumettant des stratégies concrètes et de grandes envergures, qui sont appliquées sur le terrain. Hiroto Mitsugi de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a déclaré que le Forum constituait déjà une belle occasion d'avancer dans l'agenda du paysage, et « nous permet de sortir de nos habitudes de travail en faisant tomber les cloisonnements institutionnels et sectoriels ».

En conclusion, de l'avis de tous, ce premier événement marquant le début d'une nouvelle phase pour le GLF a été un succès retentissant. Les chiffres parlent d'eux-mêmes, puisque 1 000 participants sont venus de secteurs très divers et 70 000 internautes suivaient son déroulement en ligne. Les messages clés du Forum ont touché plus de 42 millions de personnes grâce aux médias sociaux. Avec deux événements du GLF, l'un consacré au financement en mai 2018 et l'autre qui sera un sommet africain sur la restauration en août 2018, un mouvement se dessine nettement.

Cependant, quand Robert Nasi, Directeur général du Centre de recherche forestière internationale (CIFOR), déclare qu'il ne s'agit que de la partie émergée de l'iceberg, cela signifie que de véritables défis sont encore devant nous, ce qui fait consensus. On sait bien en effet que la communauté des acteurs du paysage doit réfléchir tout de suite à de délicates questions, et notamment à celle de l'inscription de l'équité sociale à l'ordre du jour des débats. Gabriele Klingmuller, Adjointe au maire de Bonn, a insisté sur la nécessité d'une approche intégrée et holistique qui commence au niveau

local, en appelant les participants à rechercher des solutions transversales indispensables à la préservation des terres et des ressources naturelles de la planète.

Pendant ce temps, H. Mitsugi et E. Nickel ont plaidé pour que les futurs événements du GLF accordent davantage de place à la sécurité alimentaire et à la biodiversité. Joan Carling et Mauline Gragau ont demandé instamment de poursuivre les efforts pour impliquer les groupes marginalisés dans les processus décisionnels et de mise en œuvre. M. Gragau a fait remarquer que la participation massive des jeunes au Forum était le signe évident de leur volonté de s'engager et qu'il faudrait les accompagner et les encourager pour exploiter les capacités et l'enthousiasme de cette catégorie de population qui, souvent, n'est pas appréciée à sa juste valeur. J. Carling a souligné qu'il faudrait placer les populations autochtones et les professionnels du paysage au centre des futures négociations du GLF, en raison du fait que les autochtones, les petits producteurs et les communautés locales sont des praticiens importants de la gestion durable des paysages. La participation accrue des groupes marginalisés peut permettre de déboucher sur un échange plus interactif entre connaissances scientifiques et traditionnelles.

Tous les participants se sont accordés sur le fait que le GLF doit continuer dans le droit fil de ses réussites en imaginant des moyens innovants pour que les personnes puissent entrer en relation, partager, apprendre et agir. De plus, il doit encourager la mise en place de communautés de pratique autour de thématiques communes. Dans cet esprit, les derniers mots de conclusion de R. Nasi qui considère que le GLF ne peut pas impulser un mouvement en faveur des paysages sans soutien adéquat étaient un vibrant appel à prendre les armes : « Nous n'y arriverons pas sans vous et nous ne pouvons pas le faire à votre place. » Robert Nasi a cependant assuré les participants que le GLF continuera à fournir le soutien et les ressources nécessaires dont les acteurs de ce mouvement ont besoin pour réussir.



Photos par Pilar Valbuena/GLF

#### Hôtes de session























































































































































































